

**Discours d'introduction pour la conférence sur le changement climatique  
Bruxelles, les 23 et 24 septembre 2009**

Chers Amis,

Remerciements ...

Nous sommes réunis pendant ces deux jours pour continuer nos travaux concernant le changement climatique. Poursuivre sur un sujet difficile mais qui affecte le monde et en particulier les trois secteurs d'activités de notre fédération européenne.

En février 2007, le rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le climat rendait ses conclusions, le bilan était sans équivoques : *« tous les symptômes d'un réchauffement climatique planétaire, dû aux activités humaines sont bien réelles et sont appelés à s'amplifier... »*.

Ces conclusions fortement médiatisées ont eues pour effet de sensibiliser les citoyens, en particulier au niveau européen. En tant qu'Humain, citoyen du monde, nous ne pouvons nier le problème (les sécheresses, la multiplication rapprochée des ouragans ou tempêtes en sont une des preuves flagrantes) ; **En tant que syndicalistes, tout en restant des précurseurs pour la défense de l'environnement pour le monde et les générations futures, nous sommes encore les seuls à nous intéresser aux conséquences sociales.** D'ailleurs, le rapport du GIEC s'inquiétait déjà du manque de connaissance concernant les répercussions du changement climatique sur l'emploi.

(Des chiffres en tout genre sont donnés, un rapport de la banque mondial précise que les coûts sur les conséquences du changement climatique fait état d'une estimation s'élevant à 5 500 milliards d'euros jusqu'en 2050, de la même manière une estimation de 50 millions de personnes pourraient migrer et suivre l'évolution du marché du travail.)

Donc, scientifiquement, ce n'est pas contestable. 80 % de ce fléau concerne l'énergie : les transports, la sidérurgie, l'habitat, la construction mais aussi l'utilisation massive des pesticides dans l'agriculture. Les réponses des politiques sont elles suffisantes ? Dans un monde en crise, auront-ils la volonté

de s'accorder et de trouver des solutions lors de la prochaine conférence de Copenhague en décembre ?

Alors pour nous la réponse est OUI, il faut agir mais agir dans le sens du bien commun de l'humanité. Ce n'est pas un retour à l'ordre naturel, mais une nouvelle lecture de notre rapport à l'avenir de la planète qui s'impose. Car si nous continuons dans ce sens, la terre pourra t'elle survivre et aux prix de combien de catastrophes qui agiront au détriment des humains. Les « pauvres » qui sont déjà les premières victimes, en subiront encore plus les conséquences, par exemple, l'Afrique est la région du monde la plus affectée par le changement climatique, et pourtant c'est ce continent qui y a le moins contribué. Mais nos sociétés mieux protégées, en seront aussi ébranlées.

La gestion de ce dossier au niveau syndical n'est pas simple au regard des vécus et des niveaux économiques, sociaux et sociétaux différents. Il faut donc dépassionner le débat tout en essayant de trouver et/ou imaginer des solutions communes. **Nous devons être acteurs et surtout ne pas être passifs.**

Dans ce sens, la Confédération Européenne des Syndicats préconise des « programmes de transition pour l'emploi » avec des moyens négociés avec les partenaires sociaux. Elle recommande aussi l'ouverture d'un dialogue tripartite européen sur la mise en œuvre de politiques d'adaptation et de prévention et la mise en place d'un observatoire. De la même manière, nous devons aussi exiger qu'un débat politique puisse s'ouvrir au sein de l'OMC concernant la concurrence déloyale des pays qui refusent un protocole contre le réchauffement climatique.

L'EFFAT n'est pas en reste : Les trois secteurs ont investi sur ce sujet afin de renforcer notre première position arrêtée lors du comité exécutif d'avril 2008. Car dans le cadre de nos interrogations légitimes concernant les aspects sociaux, nos craintes portent aussi sur l'utilisation de matières premières alimentaires pour développer de nouvelles sources d'énergies tels que les agro carburants, qui peuvent contribuer à la flambée des prix de ces matières premières flambe et diminue les ressources nutritionnelles, ce qui risque d'augmenter le nombre personnes menacées par des famines alors que déjà, dans le monde, 900 millions de personnes sont en insuffisances alimentaires. Et bien d'autres aspects encore...

Nos craintes portent aussi sur le niveau de participation, d'information et de consultation des responsables syndicaux qui seront directement impliqués dans les entreprises mais aussi dans les secteurs. Ceci implique des moyens et des formations spécifiques afin qu'ils puissent appréhender au mieux les enjeux de demain.

Ce sont pour ces raisons et aussi en prévision de la prochaine conférence de Copenhague que l'EFFAT a voulu organiser ces deux journées afin que nous échangions, débattions et enfin puissions gérer au mieux ce dossier tout en adoptant des positions communes et solidaires.

Alors bons travaux et n'hésitez pas à intervenir car l'intelligence collective syndicale contribuera à anticiper les évolutions, enrichir les réflexions et développer une solidarité pour un monde meilleur et plus propre !

Merci